

Mesures covid: les bourgmestres tirent la sonnette d'alarme

[S plus.lesoir.be/366221/article/2021-04-14/mesures-covid-les-bourgmestres-tirent-la-sonnette-dalarme](https://plus.lesoir.be/366221/article/2021-04-14/mesures-covid-les-bourgmestres-tirent-la-sonnette-dalarme)

14 avril 2021

Par Stéphane Vande Velde

Journaliste à la cellule enquête Le 14/04/2021 à 05:55

En première ligne depuis un an, les bourgmestres constatent le ras-le-bol des citoyens et craignent une désobéissance plus grande à partir du 1er mai.



Les bourgmestres, en tant que chefs de la police, ont tendance à prôner une politique de prévention plus que de répression. - Belga.

Depuis le début de la pandémie, les bourgmestres occupent la première ligne. Ce sont eux qui, lors de la première vague, ont dû gérer l'afflux de décès, organiser l'arrivée des masques pour le déconfinement, et qui doivent désormais motiver les forces de police à faire respecter des règles parfois alambiquées. Que ce soit dans les campagnes ou les grandes métropoles, cette épidémie façonne autant le quotidien des habitants que la vie des communes. « Liège est une métropole où tous les secteurs (culturel, économique, enseignement, horeca) vont de pair. On ne s'est jamais rendu compte, de manière aussi précise, que tout l'écosystème était lié et que la fermeture d'un secteur avait des répercussions sur les autres », explique le bourgmestre de Liège, Willy Demeyer (PS). « On ne parle jamais de l'impact financier de cette crise sur les communes mais, contrairement aux Régions, elles ont l'obligation d'être en équilibre. Nous sommes donc

limités financièrement dans notre gestion de crise. J'ai dû stopper des projets pour ne pas devoir augmenter les taxes et rester en équilibre », ajoute Mathieu Perrin (CDH), bourgmestre des Bons Villers.

Pourtant, à l'heure de la troisième vague, ils ne sont toujours pas intégrés aux décisions. « Nous sommes des acteurs du terrain qui avons fait nos preuves et qui sommes pourtant laissés de côté », résume Jean-Michel Javaux (Ecolo), bourgmestre d'Amay.

Sans verser dans le catastrophisme, ils pointent l'incompréhension des citoyens. « Je ne peux que constater le ras-le-bol des gens. Ils sont résignés, tendus et de mauvaise humeur. Même si la grande majorité respecte la philosophie des mesures, la bulle de un n'est plus du tout suivie », pointe Mathieu Perrin. « C'est une hypocrisie sans nom de croire que, depuis le mois d'octobre, chaque foyer ne voit qu'une seule personne à la fois et toujours la même. »

La bourgmestre de Jurbise, Jacqueline Galant (MR), confirme : « Il y a une grande incompréhension par rapport aux mesures édictées. La bulle n'est plus respectée, le travail en noir explose. Pour survivre, les indépendants n'ont pas d'autre choix que de travailler. Croire le contraire est hypocrite. Il y a clairement un décrochage par rapport au respect de la norme. »

« Ils vont se faire lycher »

Néanmoins, tous, de reconnaître que la désobéissance reste encore mesurée. « On ne peut pas dire que ça se passe mal. Je n'ai pas connu de gros problèmes d'attroupements, ni de lockdown party. Certes, quand il fait beau, il y a du monde dans le parc du Rouge Cloître mais cela se fait avec consensus. Et puis, comme il fait dégueulasse depuis dix jours, le problème ne se pose pas. Cependant, on sent l'impatience des gens », clame Didier Gosuin (Défi), bourgmestre d'Auderghem.

Pour calmer cette impatience, ils ont usé de pédagogie et de diplomatie. « Après chaque Comité de concertation, je fais un long résumé sur ma page Facebook pour aider les citoyens à comprendre les nouvelles mesures. On est tout le temps en première ligne, on répond à beaucoup de questions. Ce qui est compliqué, c'est la pioche à la bonne info. On en reçoit trop peu. Je passe ma vie à aller chercher l'info et à lire les nouveaux protocoles », explique Mathieu Perrin.

« Les commerçants et la population se tournent vers nous. On reçoit leurs doléances. Parfois, on devient les boucs émissaires car les citoyens se lâchent devant les incohérences des mesures sans comprendre que ce n'est pas nous qui avons édicté ces mesures », corrobore Didier Gosuin.

« J'essaie d'être au maximum aux côtés des secteurs en difficulté. Je leur apporte un renfort de publicité qui leur sera utile lorsqu'ils pourront reprendre, on insiste sur la consommation locale, mais en vingt ans de mayorat, c'est la première fois que je me sens dépourvue. Je ne sais plus quoi faire pour la population. Je vois la tristesse et le désespoir dans les yeux des gens », ajoute Jacqueline Galant.

Dans ces conditions, le bourgmestre, chef de la police, a tendance à prôner une politique de prévention plus que de répression. « C'est compliqué d'envoyer les policiers, ils vont se faire lyncher. Ils en prennent pour leur grade alors qu'ils n'en peuvent rien. Au lieu de verbaliser, ils vont davantage faire des remarques sympathiques », dit Jacqueline Galant.

« Les policiers ne vont pas passer leur vie à vérifier s'il y a plus de deux personnes chez vous. Ce ne sont pas des shérifs. Notre zone a toujours prôné la prévention plutôt que les sanctions. Sauf s'il y a des lockdown party : là, ils réagissent. Mais il n'y en a eu qu'une dans la commune. Ils étaient 30. Ils n'ont pas été dénoncés pour leur fête mais parce qu'ils se battaient dans le jardin », raconte Mathieu Perrin.

Frustrations d'après-premier mai

S'ils tiennent bon, les bourgmestres craignent pourtant la date du 1er mai. « Les gens mécontents manifestent, et ça peut parfois dégénérer. D'autres travaillent dans la clandestinité. D'où le calcul que l'on fait : il vaudrait mieux ouvrir les terrasses. Vérifier et contrôler que la distanciation sociale soit bien respectée, on peut le faire. Par contre, fermer les centaines d'établissements qui vont ouvrir le 1er mai, on en sera incapable. Pourquoi ? Parce que, d'un côté, la première mesure demande un à deux policiers alors que pour vider un établissement, il faut 15 policiers. Or, je suis déjà à stock sur les heures supplémentaires. Je manquerais donc d'hommes. De plus, les policiers sont fatigués, ils en ont marre et il ne faut pas croire qu'ils adhèrent aux mesures. Le 1er mai, si les restaurants ne peuvent pas rouvrir, le bourgmestre sera coincé entre les règles gouvernementales et les réalités du terrain et il fera donc ce qu'il peut, c'est-à-dire tolérer », argumente Willy Demeyer.

Lire aussi Réouverture de l'horeca à Liège: la police n'interviendra pas

Jean-Michel Javaux abonde dans ce sens : « Si on prolonge les mesures de trois semaines ou d'un mois, on n'arrivera pas à les faire suivre. Un bourgmestre est censé faire respecter la règle mais doit aussi veiller à ne pas rajouter du trouble au trouble. Si on accompagne les secteurs en difficulté en leur donnant de l'oxygène et en leur permettant de rouvrir sous condition, cela facilitera le travail de la police. Sans compter que le 1er mai, on s'attend à ce qu'il y ait beaucoup plus de résistance citoyenne. A partir du moment où on a lâché cette date, les gens s'y sont accrochés. »